

JAPON

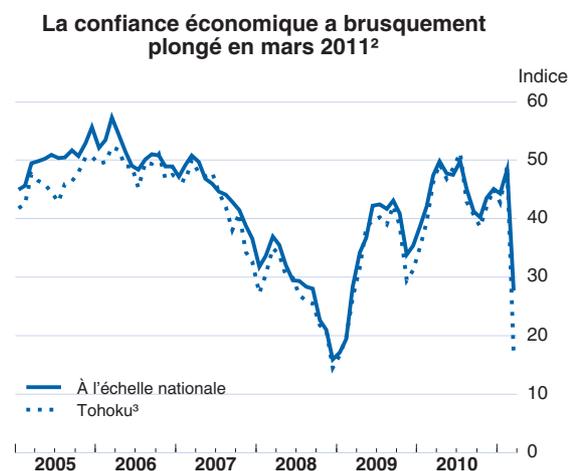
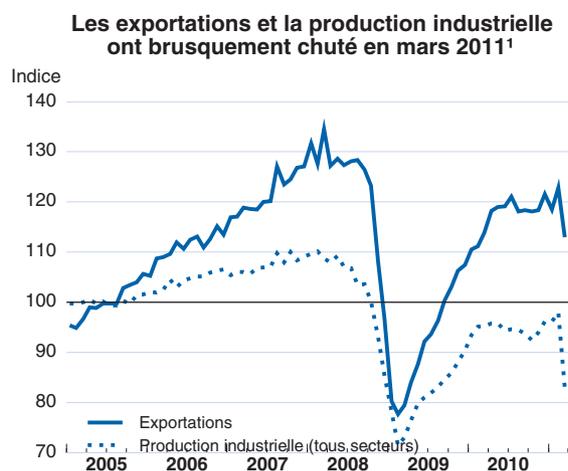
Le grand tremblement de terre dans l'Est du Japon du 11 mars aura été la plus grave catastrophe de l'après-guerre subie par le pays. Son impact immédiat aura été de réduire la production, même si ce recul va sans doute être inversé au second semestre de 2011 sous l'effet d'une reprise vigoureuse tirée par les efforts de reconstruction. Toutefois, les pressions déflationnistes devraient persister en 2012, le chômage demeurant supérieur à son niveau antérieur à la crise de 2008.

Les dépenses de reconstruction dans les zones dévastées par le séisme et le tsunami seront considérables compte tenu de l'ampleur des destructions. Comme la dette publique dépasse 200 % du PIB, il convient de financer la reconstruction en réaffectant des dépenses et en accroissant les recettes. Il s'agit prioritairement de définir un plan d'assainissement budgétaire détaillé et crédible, comportant des relèvements d'impôts et des réductions de dépenses suffisamment importantes pour respecter l'objectif de stabilisation du ratio de la dette publique fixé par le gouvernement pour 2020. La Banque du Japon doit maintenir une politique accommodante jusqu'à ce que l'inflation sous-jacente soit nettement positive.

L'expansion japonaise était de retour début 2011...

Le tremblement de terre et le tsunami se sont produits alors même que l'expansion japonaise semblait de retour, grâce au dynamisme des exportations et à l'amélioration de la situation sur le marché du travail après le ralentissement du second semestre 2010. Début 2011, le taux de chômage était revenu à 4½ pour cent, après avoir atteint un record de 5.4 % à la mi-2009, et l'IPC sous-jacent n'était plus (en glissement annuel) que de 0.6 %, contre 1.5 % à la mi-2010.

Japon



1. Les données sont des volumes exprimés en indices (base 2005 = 100) et désaisonnalisés.
2. Indice de l'enquête "Economy Watchers" qui couvre des travailleurs tels que des chauffeurs de taxi ou bien des commis de magasins, dont les emplois sont sensibles aux fluctuations de l'économie.
3. Tohoku : région directement touchée par le séisme et le tsunami de mars.

Source : Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie et Banque du Japon ; Office du Cabinet.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932431407>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2008	2009	2010	2011	2012
Emploi	-0.4	-1.6	-0.4	0.0	-0.2
Taux de chômage ¹	4.0	5.1	5.1	4.8	4.6
Rémunération des salariés	0.2	-4.2	0.8	0.6	1.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.4	2.2	-3.1	1.5	-1.0
Revenu disponible des ménages	-0.3	-1.2	1.4	-0.3	0.9
Déflateur du PIB ²	-1.0	-0.4	-2.1	-1.3	-0.5
Indice des prix à la consommation ^{2,3}	1.4	-1.3	-0.7	0.3	-0.2
IPC sous-jacent ^{2,4}	0.1	-0.6	-1.2	-0.3	-0.3
Déflateur de la consommation privée ²	0.4	-2.1	-1.5	-0.5	-0.2

1. En pourcentage de la population active.

2. Les perspectives pour l'inflation ne prennent pas en compte l'impact du changement de l'année de base prévu en août 2011 et qui entraînera probablement une révision à la baisse du rythme de progression des prix.

3. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

4. Indice global hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432452>

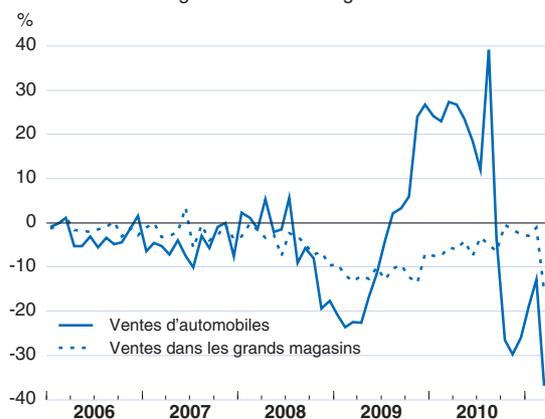
... lorsque le pays a été frappé par un puissant séisme suivi d'un tsunami en mars

Le grand tremblement de terre dans l'Est du Japon aura coûté la vie à 25 000 personnes et causé des dommages aux infrastructures sociales, aux logements et aux biens d'équipement des entreprises privées, dommages que les premières estimations officielles situaient dans une fourchette de 3.3 % et 5.2 % du PIB de 2010. De plus, les dégâts considérables infligés à des centrales nucléaires ou thermiques ont réduit la fourniture d'électricité et suscité des inquiétudes quant aux radiations émanant de la centrale de Fukushima. La catastrophe a aussi perturbé les chaînes d'approvisionnement, réduisant ainsi la production dans des

Japon

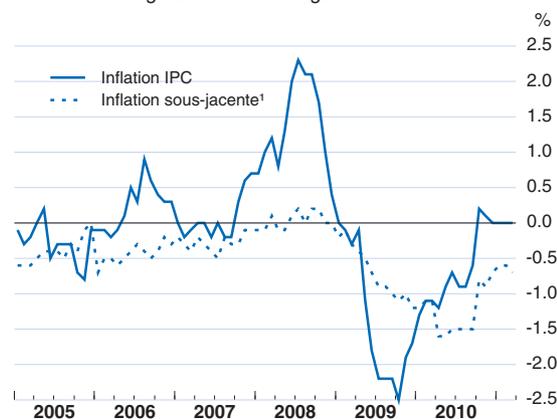
Les ventes au détail ont plongé en mars 2011

Pourcentage de variation en glissement annuel



Le Japon reste en déflation

Pourcentage de variation en glissement annuel



1. Correspond à la définition de l'inflation sous-jacente de l'OCDE.

Source : Office du Cabinet et Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932431426>

Japon : Indicateurs financiers

	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'épargne des ménages ¹	2.2	5.0	6.5	7.9	7.5
Solde financier des administrations publiques ²	-2.2	-8.7	-8.1	-8.9	-8.2
Balance des opérations courantes ²	3.3	2.8	3.6	2.6	2.5
Taux d'intérêt à court terme ³	0.7	0.3	0.2	0.3	0.2
Taux d'intérêt à long terme ⁴	1.5	1.3	1.1	1.3	1.8

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Certificats de dépôt de 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432471>

régions du Japon pourtant épargnées par le séisme et le tsunami, ce qui a contribué à un recul de 15 % de la production industrielle (d'un mois sur l'autre en données désaisonnalisées) en mars, soit la plus forte baisse jamais enregistrée. En conséquence, le rapport d'avril de la Banque du Japon a révisé en baisse son évaluation de sept des neuf économies régionales du pays. La catastrophe a aussi eu un impact immédiat sur la confiance des entreprises et des consommateurs qui n'a jamais subi une chute aussi forte qu'en mars, tout comme l'indice de l'enquête « Economy Watchers », qui couvre les travailleurs dont les emplois sont sensibles aux

Japon : Demande et production

	2009	2010	2011	2012	Quatrième trimestre		
					2010	2011	2012
	Prix courants trillion de ¥	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2000)					
PIB aux prix du marché	470.9	4.0	-0.9	2.2	2.4	0.3	1.5
Consommation privée	279.9	1.8	-1.3	1.6	0.6	-0.5	1.8
Consommation publique	94.5	2.3	2.6	-0.4	1.5	2.2	-1.0
Formation brute de capital fixe	99.6	-0.2	0.0	6.5	1.3	3.2	4.0
Secteur public ¹	20.8	-3.4	-6.5	-3.5	-12.9	1.0	-10.1
Secteur privé : résidentiel	13.7	-6.3	6.8	10.2	6.5	7.4	9.0
Secteur privé : autres	65.1	2.1	0.7	8.5	5.1	3.1	6.9
Demande intérieure finale	474.0	1.5	-0.3	2.2	0.9	0.8	1.7
Variation des stocks ²	- 4.5	0.7	-0.4	0.0			
Demande intérieure totale	469.5	2.2	-0.6	2.2	2.0	0.4	1.7
Exportations de biens et services	59.5	23.9	3.2	8.2	12.9	5.7	6.5
Importations de biens et services	58.1	9.7	5.2	8.7	9.8	6.7	7.4
Exportations nettes ²	1.4	1.8	-0.2	-0.1			

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>). Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432490>

Japon : Indicateurs extérieurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	853.8	637.7	832.3	921	999
Importations de biens et services	847.6	621.9	769.9	917	1 010
Balance commerciale	6.1	15.7	62.4	4	- 11
Solde des invisibles	152.1	126.9	132.9	148	161
Balance des opérations courantes	158.2	142.7	195.3	152	151
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	1.6	- 23.9	23.9	3.2	8.2
Importations de biens et services en volume	0.4	- 15.3	9.7	5.2	8.7
Résultats à l'exportation ¹	- 2.3	- 17.0	7.7	- 5.1	- 1.4
Termes de l'échange	- 9.8	13.1	- 6.6	- 5.3	- 1.1

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432509>

fluctuations de l'économie, comme les chauffeurs de taxi ou les commis de magasins. Les ventes de voitures ont dégringolé de 37 % (en glissement annuel) en mars. La catastrophe a provoqué une contraction considérable de la production au premier trimestre de 2011.

Les dépenses publiques de reconstruction...

Le premier train de mesures de reconstruction approuvé en mai 2011 représente 4 000 milliards JPY (soit 0.8 % du PIB). Il sera financé sans emprunts supplémentaires conformément à l'objectif du gouvernement de limiter les émissions obligataires de l'exercice 2011 au même niveau de 44 000 milliards JPY qu'en 2010 (9 % du PIB). Les dépenses seront plutôt couvertes en réaffectant les 2 500 milliards JPY de cotisations de l'État au régime de retraite de base au profit des efforts de reconstruction et par les réserves budgétaires au titre de l'exercice 2011. Le déficit budgétaire devrait rester supérieur à 9 % du PIB (hors facteurs exceptionnels) en 2011. Même si ce plan de financement évite un alourdissement de la dette brute, il implique tout de même une diminution des actifs publics, ce qui accroît la dette nette. D'autres mesures de dépenses de reconstruction sont attendues au cours de l'exercice 2011, comme cela avait été le cas après le tremblement de terre de Kobe en 1995, qui avait donné lieu à trois collectifs budgétaires en un an. Même en l'absence de nouvelles dépenses supplémentaires de reconstruction, on prévoit que la dette publique brute atteigne 219 % du PIB en 2012, ce qui devrait pousser les finances publiques japonaises plus loin en terre inconnue.

... et des mesures monétaires des autorités...

La Banque du Japon a promptement réagi à la catastrophe par des injections massives de liquidités afin de stabiliser les marchés de capitaux. En outre, la Banque a annoncé qu'elle doublerait le volume de son programme d'achat d'actifs pour le porter à 10 000 milliards JPY (2 % du PIB) afin d'empêcher une détérioration du moral des chefs d'entreprise et un accroissement de l'aversion au risque. Les autorités sont aussi

intervenues fin mars sur les marchés des changes dans le cadre d'un engagement multilatéral du G-7 visant à endiguer l'instabilité excessive des changes. Cette intervention conjointe a immédiatement réduit la valeur de la monnaie japonaise vis-à-vis du dollar, valeur qui avait atteint un record, et l'a ramenée aux alentours de son niveau antérieur tout en déclenchant un redressement des cours des actions.

**... contribueront à amorcer
une reprise au second
semestre de 2011**

L'expérience des catastrophes antérieures au Japon et dans d'autres pays développés tend à montrer que l'impact négatif considérable de celle de mars sur la production économique au premier semestre de 2011 sera suivi par un rebond parallèlement à la montée en puissance des dépenses de reconstruction. Outre les dépenses publiques, les investissements productif et résidentiel vont augmenter à mesure que les entreprises et les ménages remplaceront les équipements et les logements mis à mal par la catastrophe. Contrairement à l'investissement fixe, la consommation privée devrait rester relativement médiocre en 2011, reflétant ainsi la détérioration de la confiance des ménages, comme cela avait été le cas au lendemain du séisme de Kobe. Toutefois, avec l'accélération de l'investissement résidentiel, la consommation privée, notamment de biens durables, devrait se renforcer. Ces facteurs impliquent une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 4½ pour cent au second semestre de 2011. Les investissements public et privé tendant à s'atténuer à la suite de l'achèvement du plan initial de 4 000 milliards JPY, le rythme annuel de la croissance de la production pourrait revenir à proche de 1 % d'ici la fin de 2012, aboutissant à un écart de production négatif considérable. En conséquence, l'inflation globale, qui devrait être positive en 2011 par suite de la hausse des prix du pétrole et des matières premières et des bouleversements liés à la catastrophe, pourrait redevenir négative en 2012. L'excédent de la balance courante devrait être ramené de 3.6 % du PIB en 2010 à quelque 2½ pour cent en 2011-12, en partie sous l'effet d'une augmentation des importations de pétrole visant à se substituer temporairement à l'électricité d'origine nucléaire.

**L'incertitude reste
exceptionnellement forte**

L'ampleur des dommages provoqués par cette catastrophe sans précédent au Japon et son impact économique ne seront véritablement perceptibles que dans les mois à venir. Le pays est en proie à des incertitudes considérables, notamment en ce qui concerne la durée des pénuries d'électricité et les problèmes de la centrale nucléaire de Fukushima. En outre, le rythme des dépenses publiques de reconstruction ainsi que le volume et le financement des futurs trains de mesures budgétaires auront des effets importants sur la trajectoire de l'économie. Il est donc exceptionnellement difficile de prévoir le moment et la vigueur d'une reprise économique. De plus, il existe des incertitudes liées aux évolutions de l'économie mondiale, des cours de change et des prix des matières premières. Le retard pris en matière d'assainissement budgétaire et l'augmentation persistante du ratio de la dette publique au PIB accroissent aussi le risque d'une hausse des taux d'intérêt à long terme.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-5-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.